

L'Europe a-t-elle tourné le dos au travail ?

David Thesmar

Cercle des économistes

En un demi-siècle d'existence, l'Europe s'est imposée dans tous les domaines de la régulation économique : libre circulation, droit de la concurrence, monnaie unique, normes industrielles, directives de toutes sortes, union bancaire. Pourtant, les citoyens européens ont du mal à en visualiser les effets positifs. Tenant pour acquise la paix sur le continent, la grande œuvre de l'entreprise européenne, ils ne parviennent pas à percevoir l'Europe d'aujourd'hui autrement que comme une bureaucratie hors sol, inutile voire envahissante. Sur fond de cet « euroscepticisme mou », un sentiment plus clairement anti-européen s'est renforcé pendant la crise, en particulier dans les pays les plus touchés par le chômage. Bref, l'Europe peine à se matérialiser comme une force positive, qui pourrait améliorer de façon concrète la situation économique de ses habitants.

Pis encore: pour nombre de politiques et d'observateurs, l'Europe rame contre le courant, elle est devenue l'ennemie de l'emploi. On connaît les différents airs de cette petite musique. La rigueur budgétaire d'abord : la commission de Bruxelles impose une austérité contre-productive aux nations bousculées par la plus grave crise financière depuis les années 1930. Outre-Atlantique, ou même outre-Manche, d'autres États n'ont pas eu de complexe à laisser filer leurs déficits pour empêcher leurs économies de s'effondrer. L'Europe continentale, coincée dans la camisole du traité de Maastricht, semble avoir été condamnée à laisser le chômage s'envoler dans sa périphérie. Deuxième coupable : l'euro, accusé par les nostalgiques de la dévaluation de détruire l'emploi sur l'autel d'une monnaie forte. Là encore, on connaît la chanson : l'Allemagne, grâce à sa puissance industrielle, surdétermine le taux de change de l'euro. Les autres pays de la zone perdent la capacité de dévaluer pour compenser la faiblesse structurelle de leurs entreprises et sont condamnés à perdre des parts de marché. Dernier chef d'accusation : la désindustrialisation. Pour certains, l'Europe serait « l'idiot du village global », un espace ouvert aux vents de la concurrence internationale par une bande d'illuminés doctrinaires qui occupent la DG concurrence de la commission.

Ces accusations-là sont de mauvais procès. Certes, la désindustrialisation est une réalité : l'industrie occupe de moins en moins de salarié, et sa part dans le PIB diminue régulièrement, mais la concurrence n'a pas grande chose à voir avec cela. C'est le progrès technique, l'automatisation des tâches qui dope la productivité de l'industrie et pousse les travailleurs à se déverser dans les services à composante « humaine » (services à la personne, éducation, santé, communication, etc.). Cette lame de fond emporte toutes les économies développées, de l'Allemagne au Japon en passant par les États-Unis et n'a rien à voir avec la DG concurrence. Quand à l'euro, il est bon de rappeler que ce sont les pays du Sud eux-mêmes qui ont demandé à rejoindre la monnaie unique, abdiquant volontairement toute capacité à dévaluer pour stimuler leurs exportations. La raison est que les dévaluations « compétitives » comme on l'appelait dans les années 1970, ne fonctionnaient pas vraiment. Les entreprises, sachant que, tôt ou tard, l'État dévaluerait, se dispensaient de faire les restructurations nécessaires pour demeurer compétitives et de refuser des augmentations de salaires aux syndicats. Les exportations stagnaient et les prix s'envolaient, ce qui poussait l'État à dévaluer. Pour sortir de ce cercle vicieux, les pays du Sud ont dû inféoder leur politique monétaire au diktat de Francfort. L'adoption de l'euro a été, pour les pays du Sud dont la France un acte d'émancipation : la

capacité retrouvée de pouvoir influencer la politique monétaire, tout en bénéficiant de la crédibilité allemande. Quant à l'austérité, c'est probablement la charge la plus valable, mais elle traduit davantage la défiance entre États encore souverains, qui refusent de mutualiser leurs carnets de chèques, qu'à un dysfonctionnement profond des institutions européennes. Les économies de l'Europe sont interdépendantes, c'est un fait : en l'absence de véritables transferts entre régions de l'Europe, des règles de bonne conduite budgétaires un peu bêtes sont la seule façon d'assurer la stabilité de l'ensemble. L'Europe n'est pas une fédération et cela risque de durer.

Austérité, désindustrialisation, euro : difficile de dire donc que l'Europe est vraiment l'ennemie de l'emploi. Mais ses réalisations concrètes contre le chômage sont tout aussi invisibles. Cette incapacité d'action est pour partie inévitable : dans beaucoup de dimensions, les régulations des marchés du travail sont du ressort national, et varient considérablement d'un pays à l'autre, ce qui limite l'Europe à l'édiction de normes *a minima*. Le dialogue social fonctionne différemment – et plus ou moins bien – dans chaque pays. La régulation du marché du travail fait intervenir de manière cruciale des facteurs culturels – beaucoup plus, par exemple, que les normes automobiles ou les marchés financiers. Le monde du travail est un segment important de la société, il est traversé par les normes sociales d'équité, de justice, par la conception de ce qui fait la relation entre l'employé et son employeur. Par exemple, nul ne songerait à transplanter l'assurance chômage danoise ultra-généreuse et hyper-invasive au Mezzogiorno italien.

Certes, l'objectif paraît difficile à atteindre, mais faire l'Europe de l'emploi serait un moyen de susciter davantage d'adhésion au projet de construction européenne. Réfléchissons tout haut. L'Europe pourrait mettre en place un régime européen de régulation du travail spécifique, avec son propre système d'assurance chômage, de contrat de travail, son code du travail, ses propres juges. Ce système européen serait une compilation des meilleures pratiques des différents pays de l'Union. Dans tous les pays d'Europe, les citoyens pourraient choisir entre le système national et le système européen; ils pourraient mettre les marchés du travail en concurrence, sans avoir à émigrer.